LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MAI 1969

ELECTIONS, TRAHISON

Il aura fallu moins d'un an, après Mai 1968, pour nous faire retrouver les bonnes vieilles habitudes : journées nationales d'action (sic) ou mini-grèves tournantes imposées par des pontes syndicaux qui cherchent maintenant à canaliser toutes les initiatives sur l'objectif du non au référendum.

Mais cette fois il faut bien dire que l'enthousiasme n'est pas très vif ; les journalistes officiels et les bureaucrates cherchent à noyer de leurs larmes de crocodiles une évidence qui crève les yeux : ce référendum ne passionne pas les foules, et les partisans du oui - ou - du - non ont beau monopoliser les ondes et les journaux, ils s'agitent pour une fois dans une indifférence assez exemplaire. Bien sûr, une majorité de travailleurs iront voter : mais, vraiment, le coeur n'y sera pas. Car il n'est pas difficile, en réfléchissant un peu sur quelques évènements récents, de s'apercevoir que le recours aux urnes est pour la bourgeoisie une tentative pour escamoter les luttes sous le couvert d'une démocratie-bidon. On a bien vu, par exemple, comment la grève de Mai-Juin a fait échouer un premier projet de référendum, alors que, quelques semaines plus tard, syndicats et partis bradèrent la plus grande grève générale qui ait jamais eu lieu pour le bulletin de vote par lequel, des bonnes-soeurs aux rentiers en passant par les C R S, toute la bourgeoisie apeurée crut prendre sa revanche.

Puisqu'ainsi, pour venir à bout des travailleurs, les capitalistes et leurs alliés ont recours aux élections-trahison, comment oser prétendre pouvoir affaiblir .... et abattre le capitalisme par le recours aux urnes ? En fait, et une fois de plus, les bureaucrates ont trouvé là - tout en donnant au régime une caution démocratique - un excellent alibi pour tenter de désamorcer la lutte des classes. Leurs réactions furent d'ailleurs pour le moins surprenantes. On déclarait truqué ce plébiciste. Il était illégitime, contraire à la constitution. En un mot, il fallait dénoncer "énergiquement" au nom de la "démocratie avancée".

Allait-on le boycotter ? Que nenni ; si on le condamnait, c'était pour mieux y participer. Rien d'étonnant à cela, d'ailleurs, pour des organisations qui ne veulent connaître que le terrain légal des institutions bourgeoises .... et des consultations électorales, aussi truquées soient-elles.

Les conséquences, sur le plan des luttes, ne se firent pas attendre, et l'on a bien vu comment fut bradée, avec quelques autres, la récente grève de l'E D F. Tous les journaux ont expliqué comment les états-majors syndicaux (l'expression est admirable !) ont tout fait pour éviter une grève sérieuse dans les circonstances actuelles : il ne faut tout de même pas effrayer l'électeur petit bourgeois. Soyons bien sages et votons bien, nous recommandent les partis de l'ordre qui font, "momentanément", du référendum l'objectif primordial. Mais nous savons fort bien, pour l'avoir déjà vécu, comment tous ces moments mis bout à bout n'ont cessé de désarmer le prolétariat en le plaçant pendant des décennies à la remorque de l'électeur petit-bourgeois dont les exigences sont, de par sa position de classe, nécessairement confuses et changeantes. C'est ainsi que le oui, comme le non, s'inscrivent dans la même réalité capitaliste, les bureaucrates de gauche comme de droite jouant fondamentalement le même jeu vis-à-vis des travailleurs. Nos camarades anglais, par exemple, n'ont pas été longs à s'en apercevoir et ce n'est peut-être pas un hasard si, dans les récentes élections partielles qui ont eu lieu en Grande-Bretagne, les abstentionnistes furent majoritaires ! Quelques années de gouvernement de gauche ont suffi à leur faire prendre conscience que dans le cadre capitaliste, toute manoeuvre électorale, grande ou petite, ne sert que les exploiteurs ou les candidats-exploiteurs : s'il s'agissait-là d'une arme véritable, il est évident que la bourgeoisie ne la donnerait pas aux travailleurs.

L'histoire nous prouve bien, d'ailleurs, que les instruments du capital, de de GAULLE à FRANCO en passant par les Colonels grecs, prennent d'abord le pouvoir, par un coup d'Etat, et octroient <u>après</u> des élections dont l'issue ne saurait les inquiéter puisqu'ils choisissent leur moment, leurs questions, disposent des moyens de propagande et de mise en condition, éliminent du scrutin les travailleurs étrangers, ou les jeunes. Et quand bien même, toutes ces précautions prises, l'issue d'un vote les gênerait : ils ont alors recours au coup d'Etat ou aux subtilités juridiques. C'est ainsi que, depuis que la bourgeoisie est au pouvoir, <u>jamais</u> aucune élection n'a apporté le moindre changement à la condition du prolétariat.

Ainsi, quelle que soit l'issue du référendum, le capitalisme sera de toutes façons gagnant. Une victoire des oui, et la gauche se retranchera derrière cet échec pour condamner encore plus toute action réelle ; une victoire des non, et il suffira de renoncer à un projet qui, jusqu'ici, n'a pas été indispensable à l'exploitation des travailleurs. Et puis, si la crise économique menace vraiment, ne serait-ce pas une excellente occasion pour le régime gaulliste que de laisser le pouvoir aux bureaucrates de la gauche, avant d'entrer dans l'Histoire nimbé de l'auréole de la Démocratie ? Rien de tel qu'un bon gouvernement de gauche pour faire accepter l'austérité au prolétariat .... pendant un temps du moins.

Si bien des travailleurs s'en rendent compte, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'entre eux, qui croient avoir perdu toute illusion électoraliste, pensent néanmoins aller voter non pour "donner la preuve de leur mécontentement". Mais, outre qu'ils contribuent par là même à entretenir ces illusions dont ils disent s'être libérés, ils semblent oublier que la démonstration de ce mécontentement, de Mai 68 aux grèves sauvages qui n'ont cessé de se multiplier depuis, est permanente. D'ailleurs, il ne s'agit nullement de démontrer verbalement, même par une majorité quelle qu'elle soit, quoi que ce soit aux capitalistes, mais d'agir contre leur domination !

Si encore il s'agissait de se compter ! Mais nous savons bien que SEGUY, ou Guy MOLLET, ou TIXIER-VIGNANCOUR - pour ne pas parler de SOUSTELLE ! - tous parfaitement intégrés au système et avides d'en profiter - ne manqueraient pas chacun de s'attribuer, le cas échéant, un succès des non pour conclure qu'il leur reviendrait de se mettre à la place de de GAULLE pour gérer le capitalisme en remplaçant simplement certains intérêts par d'autres. S'il y avait alors crise, ce serait une crise du gouvernement bourgeois : or le rôle des travailleurs ne saurait en aucune façon consister à exploiter des crises sur ce terrain qui n'est pas le leur. Par exemple, les syndicats sont effectivement dangereux pour l'Etat bourgeois dans la mesure où ils seraient aptes à remplacer un capitalisme bourgeois par un capitalisme bureaucratique ; mais sur les lieux mêmes du travail, il est clair qu'un changement laisserait intactes une fois de plus la dictature patronale, les cadences, les conditions de travail !

En revanche, toute action réelle visant à transformer ces rapports de production placerait singulièrement en porte-à-faux les révolutionnaires qui, pour quelque raison que ce soit, auraient participé au vote dont on nous serine les oreilles ; car on ne peut à la fois voter non, contribuer par sa participation au référendum à faire croire que c'est dans les urnes que se concrétise la volonté populaire, et se dire en même temps partisan de la démocratie ouvrière, puisque cette dernière exclut, précisément, la fausse "démocratie" bourgeoise : inconséquence que la bourgeoisie ne manquerait pas d'exploiter et que les travailleurs, avec juste raison, ne comprendraient pas.

Nous devons donc être clairs. C'est notre refus même de la farce électrorale bourgeoise, illusion qui, jusqu'à nouvel ordre, a été l'une des meilleures façons de permettre une exploitation acceptée par le prolétariat lui-même, qui nous permet de préciser ce que nous entendons par une véritable démocratie ouvrière. Le texte du référendum est un texte de capitalistes, conçu pour des capitalistes. Inutile d'écouter les juristes bourgeois qui cherchent à nous l'expliquer : il ne nous concerne pas.

Il est piquant de constater, par exemple, qu'il ne viendra jamais à l'idée d'un premier ministre de nous consulter "directement" sur ce qui, vraiment, nous intéresse vraiment : nos salaires, nos conditions de travail et de vie, l'emploi de nos impôts - voire, en d'autres périodes, la paix ou la guerre !

...

Mais, à l'opposé d'une telle caricature de démocratie, les travailleurs, sur les lieux mêmes de la production savent formuler eux-mêmes, et quand ils le veulent, et dans leur propre langage, leurs revendications. Il apparaît d'ailleurs que les travailleurs les plus conscients sont souvent les moins "politisés", au sens bourgeois du terme : les jeunes, par exemple, qui, en Mai 68 ou dans les récentes grèves sauvages, donnèrent l impulsion. Ainsi, la base sait prendre, quand il le faut, les décisions importantes.

Le véritable vote démocratique à la base porte alors sur un point précis et concret qui intéresse directement les travailleurs ; chacun a le pouvoir de proposer et de décider, d'élire, pour coordonner les décisions prises, un ou plusieurs mandataires à tout moment révocables : c'est le refus absolu de déléguer un quelconque pouvoir à quiconque. Là se trouve l'exacte antithèse du vote bourgeois : l'ignorer, ou feindre de l'ignorer, c'est entrer en fait dans le jeu des exploiteurs, en acceptant une institution qui contribue, en même temps que les partis ou les syndicats qui s'y insèrent, à maintenir une situation dans laquelle la prise de conscience des travailleurs est impossible.

0

0 0

PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

LA SOCIETE DE CLASSE -

Dans le système capitaliste actuel, qu'il soit du type bourgeois ou du type bureaucratique, tout repose sur le profit et c'est ce qui mène une minorité à exploiter la majorité de toutes les façons et par tous les moyens. Les moyens les plus connus sont les moyens juridiques avec intervention des polices et éventuellement de l'armée pour leur application. Un autre moyen, et c'est le plus répandu, consiste également à flatter l'orgueil et l'appât du gain, ce qui permet de faire exploiter en ligne directe les travailleurs par d'autres travailleurs ou salariés au service de la minorité capitaliste.

On retrouve cette tactique dans tous les pays capitalistes ainsi que dans tous les pays dits "socialistes" qui n'ont fait que remplacer une minorité de propriétaires privés par une bureaucratie qui devient à son tour propriétaire des biens de production et des pays entiers, se permettant même des déplacements massifs de population comme en ont connus l'URSS et la Chine.

Ces pays dits socialistes sont en fait une forme de capitalisme étatique et n'ont absolument rien à voir avec le socialisme véritable. Il faut aussi dire très nettement qu'il n'y a actuellement aucun pays vivant sous un régime socialiste et ce ne sont pas les organismes officiels que nous connaissons qui nous le font entrevoir : bien au contraire ! Examinons-en quelques uns.

1 - Les partis politiques sont toujours régis par le "Führer Systeme". Un leader exprime une opinion qu'il fait approuver par un comité exécutif qui impose à la base les directives émanant de ce leader.

2 - Les organisations syndicales sont organisées sur le même principe mais, de surcroît, elles s'occupent des revendications dites salariales ; en fait, elles servent de tampon entre le capital et la base, encadrant au maximum les travailleurs au profit du patronat. Il est en effet plus rentable de faire surveiller le prolétariat par les syndicats plutôt que par un cordon de policiers. Psychologiquement, la chose est plus acceptable par les travailleurs et la rentabilité est meilleure pour les capitalistes. Toutefois, dès que les syndicats se trouvent débordés par les travailleurs, les policiers réapparaissent.

....

3 - Les groupes ou mouvements issus des partis politiques. Comme dans les deux précédents cas, les organisations sont les mêmes et la philosophie ne varie que dans le choix du prophète. De plus, ces groupes qui se disent tous révolutionnaires se considèrent comme la minorité éclairée du prolétariat devant diriger la masse des travailleurs, masse bien trop amorphe (selon eux) pour se diriger elle-même et connaître le chemin menant à sa délivrance.

En fait, toutes ces bureaucraties nous détournent du but essentiel qui ne pourra être que l'avènement du pouvoir des travailleurs. Mais cette transformation radicale ne pourra se produire qu'à la suite de la prise de conscience de la masse des travailleurs, c'est-à-dire la base, et non grâce à des éléments isolés même si ceux-ci sont politiquement prêts et envisagent l'avenir dans une perspective révolutionnaire.

LA REVOLUTION ET SES MOYENS -

Parler révolution peut sembler utopique. Pourtant, lorsqu'en 1789 la révolution bourgeoise a renversé la royauté, il semblait aussi utopique de penser qu'une république puisse remplacer une royauté de plus de quinze siècles. Et pourtant cela a déclenché le processus qui transforma la physionomie de l'Europe et du monde.

En fait, de révolution, les plus significatives ont été celles de la Commune de Paris, première révolution d'essence prolétarienne qui fut sauvagement réprimée par la République bourgeoise, mettant ainsi à découvert le véritable visage du capital et la Révolution hongroise de 1956 qui succomba sous les coups du capitalisme bureaucratique.

Là où ces tentatives ont échoué, le prolétariat actuel peut réussir parce que plus armé et plus conscient de sa force. A chaque pas en ce sens, il se rapproche de l'instant où la mobilisation générale de toutes ses forces l'amènera au pouvoir. Le jour où la révolution éclatera ce sera une lutte sans merci qui ne pourra se terminer que par l'écrasement du capitalisme, sous quelque forme qu'il puisse être représenté.

Dans cette perspective le rôle des révolutionnaires n'est pas de distribuer des directives aux travailleurs en ce qui concerne les objectifs ou les modalités de telle ou telle lutte, mais d'insister en toutes circonstances sur l'adoption de formes démotratiques d'organisation permettant la participation totale des travailleurs à leurs propres luttes.

.....

Ce n'est que lorsque le nombre des révolutionnaire s aura considérablement augmenté que le processus révolutionnaire se déclenchera. Aucune prévision ne peut être faite car l'importance des révolutionnaires peut aussi bien augmenter lentement ou bien très rapidement lors d'une lutte plus intense que les autres.

Ceux qui envisagent l'avenir dans une perspective révolutionnaire doivent se regrouper afin de s'organiser tout en évitant de tomber dans le dirigisme des partis. Organisation n'étant pas obligatoirement synonyme de hiérarchisation, les révolutionnaires se distinguent simplement par le fait de leur disponibilité aux mouvements de la base.

Il faut toujours insister sur le fait que l'organisation révolutionnaire est aux ordres des travailleurs et qu'il ne lui appartient pas de donner des directives. Le nom donné à l'organisation importe peu. Celle-ci doit rester consciente du fait que rien ne la protège contre une dégénérescence bureaucratique si ce n'est son esprit essentiellement révolutionnaire, au vrai sens du terme.

Cet esprit doit se manifester, en particulier, par l'absence de toute délégation d'un pouvoir de décision à des représentants quelconques ; des délégués peuvent seulement être élus pour exécuter les décisions prises par la base.

Le but de l'organisation révolutionnaire est de rappeler sans cesse aux travailleurs qu'ils peuvent et qu'ils doivent se libérer par leurs propres moyens, même si cela doit aller jusqu'à la révolution armée, et que, sans eux et leur puissance productrice, le capitalisme s'effondre.

0
0 0

ITALIE : UNE EXPERIENCE D'ORGANISATION OUVRIERE

L'organisation à la base des luttes ouvrières semble avoir fortement progessé en Italie depuis quelque temps. Cette expérience, peu connue en France, mérite de l'être davantage. A cette fin, nous reproduisons ci-dessous l'essentiel des notes que nous ont transmises des camarades de MILAN au sujet des luttes récentes aux usines PIRELLI.

...

LA LUTTE OUVRIERE AUX USINES PIRELLI DE MILAN

La reprise en 1968 des luttes ouvrières en Italie a présenté trois traits essentiels :

a) le refus du syndicat comme représentant unique des travailleurs ;

b) le choix de moyens radicaux d'agitation, étrangers à la vieille pratique syndicaliste ;

c) la création d'organes de base pour la préparation et la gestion de la lutte.

Face à cette évolution, les syndicats se sont trouvés désorientés, incapables qu'ils étaient, par leur nature même, de s'ouvrir au principe de la démocratie de base, ou de prendre en charge politiquement la colère des travailleurs lorsqu'elle s'exprimait par des manifestations violentes.

Dans le vide ainsi créé se développaient des Comités Unitaires de Base ou de Lutte, qui traduisaient la volonté de la base ouvrière lors des luttes canalisées par les bureaucraties syndicales.

Le refus de toute délégation de pouvoir, la gestion autonome des luttes, l'unité authentique à la base, le choc violent avec l'adversaire (y compris si nécessaire la lutte contre la police) voilà ce qui caractérise l'action de ces organismes, aussi bien lors de la préparation que de la direction de la lutte. Ils s'opposent ainsi à une politique syndicaliste sclérosée, fondée sur la manipulation bureaucratique, les accords au sommet, la canalisation prudente de la lutte dans des limites controlables. C'est dans ce cadre que s'est développé le Comité Unitaire de Base chez PIRELLI.

LES USINES PIRELLI

PIRELLI, principal producteur italien d'articles de caoutchouc (notamment pneus) possède vingt usines en Italie et dans d'autres pays. Avec un chiffre d'affaires de 200 milliards de lires, c'est la deuxième entreprise du pays.

L'usine PIRELLI-BICOCCA (à Milan) est secouée depuis le milieu de l'année dernière par une intense agitation partie de la base ouvrière, à la suite d'assemblées générales des travailleurs de l'usine. Au cours de cette lutte, les travailleurs se sont organisés de façon autonome en Comité de Base sur le mot d'ordre "Organiser sans hiérarchiser".

...

LE COMITE UNITAIRE DE BASE

L'exigence d'un Comité Unitaire de Base, capable de rassembler la masse des travailleurs, est allée de pair avec l'exigence d'une reprise de la lutte. On s'est rendu compte que la lutte ne pouvait naître, grandir et se généraliser que grâce à la volonté et à la conscience des travailleurs, à partir de la situation concrète à l'usine. Le Comité Unitaire de base est parti d'une initiative autonome de quelques ouvriers et étudiants, désireux de mener une action au niveau de l'usine, dans une situation marquée par deux caractéristiques :

a) une tension résultant d'une série de défaites où les syndicats portaient de lourdes responsabilités ;

b) un degré élevé de politisation, avec de nombreux inscrits aux syndicats et aux partis ouvriers.

De prime abord le Comité unitaire de base réussissait à identifier dans le boni (ou prime de production) la pierre angulaire de l'exploitation et du contrôle patronal de la production. (chez PIRELLI, le boni était fixe depuis de nombreuses années et n'avait jamais été mis en discussion). La position rigide adoptée par la direction dès que fut mise en avant la question du boni, montra bien la force explosive de cette revendication et son importance pour l'une et l'autre usine.

L'extension rapide de la lutte d'un atelier à l'autre confirma que le boni était bien un objectif commun à toute l'usine, susceptible de conduire à la grève générale, comme ce fut effectivement le cas. Centrer la lutte sur le boni, c'était la porter sur le plan politique, mettre en discussion un aspect fondamental de l'exploitation à l'usine. On posait ainsi clairement comme objectif à long terme l'abolition du boni - instrument patronal pour régler le salaire sur l'exploitation effective - et l'incorporation de cette prime dans le salaire de base. Cet objectif ne pouvait être atteint que par un choc avec le patron, dévoilant le véritable enjeu de la lutte, à savoir le pouvoir dans l'usine et, sur un plan plus général, les rapports entre la classe ouvrière et le capital en Italie.

Le but immédiat de l'action du Comité était de développer, en même temps qu'une prise de conscience des problèmes qui se posaient dans l'usine, une organisation ouvrière capable de déterminer politiquement, par des assemblées et des réunions d'atelier, les formes et les objectifs de la lutte chez PIRELLI. Le premier résultat de cette action, ce furent, dès le mois d'août 1968, des débrayages qui, partant des problèmes particuliers à tel ou tel atelier (boni, catégories) contestaient directement l'oppression hiérarchique.

...

DEROULEMENT DE LA LUTTE

En septembre le Comité concentra sa propagande sur la nécessité de la lutte (au sujet du boni et des catégories) et sur la démocratie directe, comme forme spécifique de développement de la conscience ouvrière et de participation au choix des modalités, du moment et des instruments de lutte. La lutte devint de plus en plus massive, atteignant finalement vingt ateliers, les plus importants du point de vue de la production. Les grèves - généralement de deux heures - n'étaient décidées par aucune organisation syndicale, mais organisées collectivement par les travailleurs au moyen d'assemblées d'atelier, de réunions à la cantine, etc... La spontanéité ouvrière organisée tendait de plus en plus à se substituer, non seulement à l'organisation capitaliste de la production, mais à l'organisation bureaucratique et dirigiste des syndicats.

C'est ainsi qu'on en arriva à la première grève générale chez PIRELLI, les 3 octobre : 24 heures de grève, 13.000 ouvriers, étudiants et techniciens devant les portes, déploiement massif des forces de police, arrivée ventre à terre des syndicats pour tenter de récupérer la lutte et de la vider de son contenu.

Mais à la tentative de négociation des syndicats, les travailleurs allaient répondre en reprenant la lutte spontanée, d'abord sous la forme de grèves de deux heures, puis sous une forme plus générale. Au soir du 9 octobre, les travailleurs proclament tout seuls la grève, malgré l'opposition des syndicats. Ce n'est qu'à 10 heures, le lendemain matin, que la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) se rallie au mouvement. Les provocations de la police, qui tente de disperser les piquets de grève, conduisent les travailleurs à organiser un barrage routier, que les syndicats s'efforcent d'empêcher.

La lutte continue, toujours aussi intense, jusqu'au début de décembre, où patrons et syndicats signent un accord qui ne modifie en rien, ni l'exploitation, ni la résistance ouvrière.

Vers la fin des négociations, précédant l'accord, le Comité Unitaire de Base diffusait un tract qui, sous le titre "NON A LA DEMOBILISATION, NON A LA REPRESSION", s'exprimait de la façon suivante :

"Depuis le début nous avons dit que la classe ouvrière ne
" résoudrait jamais tous ses problèmes dans une société divisée en
" exploiteurs et exploités ; tout accord obtenu après une lutte ne peut
" donc être qu'une étape vers la conquête de meilleures conditions d'exis-
" tence, sans mettre fin à la lutte contre les exploiteurs. Les travailleurs
" du Comité de Base continueront donc à mener leur action chez PIRELLI

...

" aux côtés de leurs camarades ... Plus que des paroles des orateurs, " nous devons tenir compte des faits. Nous sommes convaincus que nous " réussirons à changer nos conditions d'existence au travail et dans la " société sur la base de ce que nous saurons conquérir. Alors en ce qui " concerne les cadences, il ne faut pas s'attendre que l'accord puisse " résoudre le problème du boni.

" Résoudre ce problème, c'est porter un coup décisif à "l'exploitation qui, nous le savons, ne sera pas réduite ou éliminée " par les procédures bureaucratiques d'une quelconque commission. " Donc ne reprenons pas le travail selon les temps fixés par le patron : " décidons nous-mêmes combien nous pouvons travailler aujourd'hui " pour arriver à 60 ans en bonne santé et non en ruines ... Si tous nous " comprenons cela, nous devons tous faire preuve du même esprit de " ..ision que l'atelier 8661, qui a débrayé aussitôt qu'un assistant a " tenté d'imposer à un travailleur les anciennes cadences. Nous aussi " à chaque évènement important, à chaque problème qui se présente " dans les ateliers, nous devons aussitôt arrêter le travail, nous réu-"nir en assemblée et décider tous ensemble comment faire face à la " question .....

" Les conditions de travail peuvent changer si c'est nous-" mêmes qui les changeons ..... Souvenons-nous que quand nous nous " arrêtons, c'est le patron qui marche".

0

0 0